

L'Humanité *rouge*

*Proletaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !*



1 F

Adresse : B.P. 293
75866 Paris Cedex 18
C.C.P. 30 226 72 - La Source

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES
MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

N° 330
Samedi 20 septembre 1975

La convocation du 22ème congrès du P«C»F. Entre le Portugal et l'Italie

Le 18 septembre devant le Comité central du faux parti communiste, Georges Marchais, spécialiste en acrobaties a présenté un rapport particulièrement embarrassé sur la question de l'union de la gauche et le Comité central révisionniste s'est terminé par la décision de convoquer de toute urgence le 22ème congrès avec comme ordre du jour : «Ce que veulent les communistes pour la France».

Le contenu de l'intervention de Marchais comme l'ordre du jour du 22ème congrès indiquent clairement que la direction du P«C»F se trouve dans une impasse où l'a conduite inexorablement sa ligne ultra-opportuniste et pro-soviétique.

Pour justifier cet échec le secrétaire général du parti révisionniste a donc eu recours au ton larmoyant dont il a le secret, pour se lamenter sur les lézards de l'union de la gauche : Mitterrand n'a même pas daigné mentionner le Programme commun dans son intervention à l'Assemblée et le président du petit parti radical l'a ridiculisé en faisant bande à part pour se rendre à l'Élysée.

Alors une question se pose le Programme commun de gestion du capitalisme sur lequel est fondée toute l'activité du P«C»F depuis trois ans mérite-t-il encore le nom de «commun» ? Non certainement pas.

Mieux il a permis au parti socialiste de devenir le premier parti bourgeois de France, tandis que le P«C»F n'a pas progressé d'un pouce et a même reculé comme l'ont indiqué la plupart des élections partielles depuis 1974.

Alors c'est le brouillard et ça a discuté dur au sein du Comité central révisionniste, sur les causes de l'échec.

Ce qui est significatif du courant dominant au sein du CC révisionniste c'est que Marchais tout en suppliant le parti de Mitterrand de cesser ses attaques a cherché à expliquer la tactique de harcèlement du PS que la direction du P«C»F a appliqué depuis un an. Pourquoi ce retournement ? A notre avis, les événements du Portugal, marqués par des échecs retentissants du parti de Cunhal notamment cet été, ont aggravé la contradiction entre les deux lignes tactiques au sein des forces pro-soviétiques d'Europe.

(Suite page 4)

5 NOUVELLES CONDAMNATIONS A MORT EN ESPAGNE FRANCO, FASCISTE, ASSASSIN !

Après Garmendia, Otaegui et trois militants du FRAP on apprenait hier que cinq autres militants du FRAP étaient condamnés à mort par un tribunal militaire. Ainsi 10 combattants antifascistes risquent la mort. Et aujourd'hui même s'ouvre le procès d'un militant de l'ETA contre lequel la mort est requise. Aujourd'hui vendredi se tient à Madrid le conseil des ministres de Franco qui peut prononcer le verdict final. Demain, samedi, 10 assassinats peuvent avoir lieu. Il faut donc plus que jamais poursuivre la lutte et la renforcer pour empêcher le crime. Il faut que par milliers les voix des gens de notre peuple se fassent entendre. Sous toutes les formes il faut que la riposte s'amplifie.

Le vieux bourreau Franco a peur. Il voit venir la fin du fascisme en Espagne, les luttes populaires grandir, la lutte armée populaire s'engager. Il est prêt à tous les crimes. Aujourd'hui comme hier la classe ouvrière et le peuple de France sont avec l'Espagne en lutte.

SOUTIEN AUX EMPRISONNES ESPAGNOLS

MEETING

Vendredi 19 Septembre 20 H.
Mutualité

24 Rue St-Victor M° Maubert-Mutualité
Convoqué par le FRAP

et soutenu par L'HUMANITÉ ROUGE, le PCMLF,
le PCR (m-l), le CILA, le MIL, l'UCF (m-l)



LA CHINE, FERME SOUTIEN DE L'UNITE DU PEUPLE ANGOLAIS

A plusieurs reprises le journal «Le Monde» écrivait que la République populaire de Chine intervenait dans le conflit angolais en soutenant de manière privilégiée une organisation, le FNLA, au détriment du MPLA. Dans un article du 16 septembre il va même jusqu'à affirmer : «La

Chine semble modifier sa position à l'égard des mouvements nationalistes angolais. Les dirigeants chinois qui, par le passé, avaient privilégié le Front national de libération (FNLA) — notamment en contribuant à l'entraînement de ses troupes — au détriment du Mouvement populaire de libération (MPLA), ouvertement accusé d'être favorable à Moscou, assurent aujourd'hui n'avoir jamais établi de "discrimination" entre les trois mouvements et appellent à l'unité des combattants.»

C'est un odieux mensonge ! «Le Monde» présente comme un changement de politique, justifié après coup, ce qui a toujours été la constance du soutien de la Chine : l'aide généreuse totalement gratuite et strictement désintéressée aux trois mouvements UNITA, MPLA, FNLA, ont été reçus à Pékin où l'exposé de leurs besoins a toujours été attentivement écouté et entendu.

Mais laissons plutôt, sur ce point, la parole à Lucio Lara, membre du Bureau politique du MPLA, qui, à son retour de Pékin déclarait, le 7 juin dernier au journal algérien «El Moudjahid» :

«Nous aussi nous pourrions dire que nos hommes ont été entraînés par les Chinois... Justement nous venons de rentrer de Chine. Nous y étions, nous avons discuté avec les autorités chinoises de plusieurs catégories, sur le

problème de l'Angola. Nous avons constaté une préoccupation de la Chine. C'est normal. La Chine est un des premiers pays qui a apporté son soutien à la lutte de libération et justement à travers le MPLA.

«Nos rapports avec la Chine ne datent pas d'il y a un an, ni de quelques années, mais depuis presque le début de la lutte armée. Et ces rapports s'ils n'ont pas toujours été très chauds ont été toujours très cordiaux, ils ont toujours été très compréhensifs. Nous respectons beaucoup les opinions que la Chine a sur certains problèmes, même si nous ne sommes pas d'accord mais nous les respectons comme la Chine a respecté les positions que le MPLA a prises...»

«Effectivement, la Chine a accepté d'apporter un soutien à l'entraînement de quelques unes de nos unités. La Chine nous a aussi aidés matériellement à tous les points de vue...»

«Nous avons eu des contacts très fructueux avec plusieurs responsables chinois du parti et du gouvernement... Nous avons été contents d'apprendre que la Chine est très intéressée qu'une unité d'action se dessine entre les 3 mouvements de libération en Angola. La Chine déclare même qu'elle est disposée à faire tout ce qui est en son pouvoir pour que cette unité d'action puisse exister effectivement. Etant donné que la Chine maintient des rapports de coopération avec les

3 mouvements de libération, nous pensons que c'est une attitude très positive.»

«Le Monde» ne pouvait ignorer l'existence de ces déclarations toujours est-il qu'il n'en a pas soufflé mot. Pourquoi ?

Qui a intérêt à colporter des calomnies sur la position de la Chine sur la question angolaise ?

Ce sont justement ceux qui ont intérêt à la division, à la lutte fratricide en Angola. Ce sont les deux superpuissances qui ne cessent de s'ingérer dans les affaires angolaises, de se disputer sur le dos du peuple angolais. Et, des deux, une fois de plus, c'est l'Union soviétique sociale-impérialiste la plus agressive. Ces flots de boue qu'elle déverse contre le peuple chinois ne peuvent détourner l'attention de la nette accusation portée contre elle par le vice-premier ministre chinois : «L'URSS s'est contre par le vice-premier ministre chinois : «L'URSS s'est employée avec acharnement à semer la zizanie entre les trois organisations de libération en Angola, qui sont reconnues par l'OUA, et à saboter l'union nationale de l'Angola».

En soutenant l'unité du peuple angolais, la République populaire de Chine dirigée par le Parti communiste chinois montre sa fidélité au marxisme-léninisme et à l'internationalisme prolétarien. Aucune calomnie, aucune insinuation ne résiste au démenti des faits. Une lectrice

USA :

LA DÉTERMINATION DES MINEURS

Une fois de plus les mineurs américains ont fait preuve d'une grande détermination et d'une réelle conscience de classe, en déclenchant une série de grèves sauvages pour l'amélioration de leurs conditions de travail et l'obtention du droit de grève.

Le mouvement, parti de «Charleston» (Virginie) début août, a rapidement pris des proportions nationales, 70 000 mineurs ayant décidé d'arrêter le travail.

Ce sont les licenciements et l'emprisonnement de deux délégués syndicaux du «United mine worker», Thompson et Howze, ainsi que la nette augmentation des accidents du travail (76 tués depuis janvier !) qui déclenchèrent le mouvement de grève actuel.

Parmi les exigences des travailleurs, on note : la réintégration de leurs deux camarades licenciés, et le droit de grève qui leur est refusé pendant la durée des contrats collectifs (le dernier contrat date de 1974).

La répression ne s'est pas fait attendre, et les amendes ont commencé à pleuvoir sur les grévistes et les délégués syndicaux particulièrement combattifs.

Des peines de prison ferme ont été décidées contre des mineurs, et même contre deux journalistes qui avaient refusé de relater, devant le juge, une réunion de comité de grève à laquelle ils avaient assisté.

Bien que les conditions de cette lutte soient particulièrement difficiles, à la féroce répression, au fait que la direction réformiste de l'«UMW» refuse de soutenir la grève (la déclarant illégale !), et aux décisions de justice vis-à-vis des grévistes, la détermination de ce mouvement est une preuve de plus de l'accentuation des luttes de classe aux USA.

Les mineurs ont, depuis de longues décades, démontré leur combativité et leur conscience de classe ; aujourd'hui et demain, ils seront encore en première ligne des luttes ouvrières américaines.

Michel Bataille

7 500 MARKS D'AMENDE CONTRE LE CAMARADE ERNST AUST

Le 16-9-75

«Roter Morgen», organe du KPD (m-l) vient de publier la nouvelle suivante.

Le tribunal de Hambourg a condamné le camarade Ernst Aust président du KPD (m-l) à une amende de 7 500 marks (12 500 francs) ou 150 jours de prison, pour «insulte à la République fédérale», pour un interview publié dans le «Roter morgen». Le camarade Ernst Aust avait expliqué que, ce qui caractérise cet état, c'est d'être une dictature de la bourgeoisie et il avait montré la justesse et la nécessité de la révolution socialiste. Mais les condamnations de la justice bourgeoise, qui totalisent déjà plus de 300 000 marks (51 millions d'anciens francs) ne font que renforcer la détermination des marxistes-léninistes allemands comme l'a montré récemment la puissante manifestation anti-guerre de Francfort.

COLOMBIE :

LE CAMARADE ARBOLEDA ASSASSINE

Des nouvelles parvenues de Colombie à la fin du mois de juillet ont fait connaître que le camarade Pedro León Arboleda, premier secrétaire du Parti communiste de Colombie (marxiste-léniniste) a été tué par les troupes du régime réactionnaire colombien.

Ce camarade est mort en accomplissant son devoir de dirigeant dans la ville de Kali. Encerclé par des forces militaires qui le sommaient de se rendre, il a choisi de combattre jusqu'à la mort contre environ 300 soldats ennemis.

Certains organes de la presse colombienne ont relaté sa bravoure révolutionnaire et sa fidélité inflexible à son idéal révolutionnaire.

Intervenant après l'assassinat du fondateur du parti en 1968, le camarade Pedro Vasquez, celui de Pedro-Léon Arboleda témoigne de la violence de la répression anticommuniste en Colombie. La réaction au pouvoir y est en effet maintenue par le soutien

constant de l'impérialisme américain, dont elle n'est qu'une vaille-fantôme. Mais ces assassins prouvent son inquiétude croissante devant les luttes révolutionnaires du peuple colombien, dirigées par les communistes marxistes-léninistes. Ils correspondent à la crise profonde économique et politique dans laquelle est plongé ce pays.

L'Humanité-Rouge exprime au Comité central et à tous les militants du parti frère de Colombie ses condoléances internationalistes prolétariennes et se déclare convaincu que rien ne pourra empêcher l'inéluctable triomphe de la révolution dans ce pays comme dans l'ensemble de l'Amérique latine, contre l'impérialisme américain, contre les intrigues de l'autre superpuissance, le social-impérialisme russe et ses cinquièmes colonnes, contre tous les réactionnaires actuellement au pouvoir.

Gloire à la mémoire du communiste colombien héroïque Pedro-Léon Arboleda !

LE SENS D'UNE VISITE A L'ELYSEE

L'affaire Fabre suscite de nombreux remous. Les dirigeants révisionnistes s'indignent tandis que les Lecanuet jubilent. Ce n'est pas tant l'événement par lui-même qui est important que ce qu'il signifie.

Mais d'abord enlevons ce masque de «révolutionnaires intranquillants» que veulent se donner à cette occasion les dirigeants du P«C»F. Rappelons que Marchais lui-même, il n'y a pas si longtemps, avait envisagé de se rendre à l'Élysée à la façon avait-il dit d'un «délégué qui rencontre le patron». On n'ignore pas non plus que députés et sénateurs révisionnistes ont pour habitude de se rendre chez Chirac ou chez les différents ministres. Si Marchais refuse aujourd'hui de se rendre chez Giscard ce n'est donc nullement par

principe mais bien pour des raisons de tactique.

En adressant ces invitations, Giscard d'Estaing cherche à aiguïser les contradictions entre le P«C»F, le PS et les radicaux avec l'espoir de gagner ces deux derniers partis bourgeois ayant déjà fait leurs preuves.



Si aujourd'hui les dirigeants du P«C»F refusent de rencontrer Giscard, c'est d'une part parce que dans la situation actuelle cela les discréditerait complètement aux yeux des masses, d'autre part parce qu'ils n'ont pas un rapport de forces leur permettant de tirer profit d'une telle visite, enfin parce qu'ils veulent faire pression sur leurs «alliés» sociaux-démocrates et radicaux afin que ces derniers

n'entrent pas dans le jeu de Giscard d'Estaing.

En sollicitant une rencontre avec Giscard d'Estaing, Fabre veut démontrer qu'il est en mesure de passer outre aux pressions des dirigeants du P«C»F. C'est là un fiasco retentissant pour ceux-ci. Il signifie que les «petits» radicaux peuvent braver la volonté des dirigeants révisionnistes avec l'accord tacite de Mitterrand. Il est la preuve de l'échec de la tactique adoptée à la suite du 21^e Congrès du P«C»F. Elle avait pour objectif de stopper le développement du PS pour qu'il ne soit plus le premier parti de la prétendue gauche, d'obliger le PS et les radicaux à s'aligner sur les positions du P«C»F. Or, les événements du Portugal en particulier ont amené une aggravation des contradictions entre le P«C»F d'une

part, le PS et les radicaux d'autre part. Et le rapport de forces a continué à évoluer à l'avantage du PS qui n'a pas cédé aux pressions sur de nombreux points. Les dirigeants révisionnistes sont aujourd'hui dans une impasse. Aussi bien la tactique d'avant le 21^e Congrès que celle qui lui est ultérieure se sont soldées par le même résultat. L'unité à tout prix a fait du PS le 1^{er} parti de la bourgeoisie, les attaques lancées contre lui l'ont encore renforcé. Alors que faire ? Telle est bien la question que se posent aujourd'hui les dirigeants du P«C»F.

Ces manœuvres et ces contradictions reflètent la rivalité entre partis bourgeois, inquiets devant le développement de la crise capitaliste et du mouvement révolutionnaire des masses qui se profile.

Les vieux travailleurs, miroirs de la société

On dit couramment que le meilleur miroir d'une société est le sort qu'elle réserve à ses vieux travailleurs. Rien n'est plus vrai.

Le sordide marchandage auquel vient de se livrer le Conseil de Paris sur le montant de l'allocation minimum accordée aux vieux travailleurs sans ressources témoigne éloquemment de la pourriture de la société capitaliste.

La vie heureuse des vieillards chinois porte, par contre, un excellent témoignage des conditions de vie du peuple sous le socialisme.

Que grandisse notre haine de classe envers la bourgeoisie exploiteuse et notre détermination à l'abattre pour libérer la classe ouvrière et le peuple de notre pays.

EN FRANCE CAPITALISTE



Ce scandale est trop souvent caché : sur 7 500 000 retraités, plus de la moitié touchent moins que le SMIC et doivent se nourrir, se loger, se chauffer, se vêtir, se soigner, avec moins de 20 F. par jour.

Pour les plus démunis, c'est l'hospice où l'on attend la mort avec 50 francs d'argent de poche par mois, tout au long des journées mornes et vides, rythmées par un régime véritablement pénitentiaire : réveil à 5h 30, coucher à 18h.

Pour l'immense majorité c'est l'affreuse sensation d'être des «morts-vivants», rejetés de la

société, inutiles et sans but ; et bien souvent une terrible, une insupportable solitude.

L'exploitation féroce du système capitaliste engendre une inégalité qui se retrouve jusque devant la mort. L'espérance moyenne de vie pour les professions libérales est de 72 à 74 ans. Pour les manœuvres de 59 à 62 ans.

Pour beaucoup de travailleurs qui, toute leur vie ont cotisé pour la pension vieillesse, il n'y a donc même pas de retraite.

À la juste revendication ouvrière de «la retraite à 60 ans pour les hommes, à 55 ans pour les femmes», un dirigeant du CNPF répond cyniquement : «Les temps évoluent. Un homme de 60 ans est en moyenne aujourd'hui, en bien meilleur état qu'il ne l'aurait été il y a un siècle». Sous-entendu : il est apte à être exploité plus durement et plus longtemps encore.

Que l'unité des travailleurs actifs et retraités se soude étroitement dans la lutte pour leurs justes revendications, pour la Révolution prolétarienne, pour le socialisme !

EN CHINE SOCIALISTE

Tous les vieillards sont assurés des «quatre garanties» : garantie de la nourriture, du logement, du chauffage, des soins médicaux, pris en charge par la collectivité publique. Pour eux l'angoisse des lendemains a radicalement disparu.

Les hommes prennent leur retraite à 60 ans, les femmes à 55 ans. Mais la retraite ne signifie pas la fin de toute activité.



Si on le désire on peut continuer à travailler normalement, ou moins longtemps et à des tâches plus légères. Dans tous les cas leur retraite (70 %) sera calculée sur leur dernier salaire qui est toujours le plus élevé.

Dans les cités ouvrières les logements du rez-de-chaussée ou du premier étage sont réservés aux vieux travailleurs qui restent membres à part entière de la collectivité.

On fait appel aux anciens ouvriers expérimentés pour conseiller les jeunes ouvriers et techniciens dans les nouvelles inaugurations techniques ou aider au démarrage des petites usines de quartier.

Tous participent activement à la vie du quartier, et dans la mesure de leur capacité physique, à leur entretien, aux campagnes d'hygiène et de propreté, à la circulation, aux soins et à la garde des jeunes enfants.

Ils mettent aussi au service de tous leur expérience de l'ancienne société, de la lutte des classes, en allant dans les usines, les écoles, faire des cours sur le passé, sur les luttes entre bourgeoisie et prolétariat auxquelles ils ont participé.

Ils prennent enfin une part active aux luttes politiques qui se déroulent sous le socialisme : au cours de la révolution culturelle, une vive lutte entre ligne socialiste et capitaliste a eu lieu entre retraités qui voulaient «servir le peuple» et ceux, influencés par les idées bourgeoises, qui voulaient «jouir de leur retraite» égoïstement.

AU PROCÈS DE L'ASSASSIN DE MOHAMED DIAB

La justice bourgeoise veut acquitter le flic raciste

Jendredi 18, première journée du procès de l'assassin de M. Diab. Le brigadier Marquet inculpé répondait devant les juges pour «inobservation du règlement», article 319 du Code de la route !

D'entrée, maîtres Gisèle Halimi et Ben Abdallah, partie civile, protestent contre l'absence — suspecte ! — à cette audience de Mlle Joinie, seul témoin oculaire du meurtre. Ne touchant ni de loin ni de près à la police, elle était susceptible d'apporter un témoignage conforme à la réalité. Le président trouve cette protestation exorbitante, «on ne l'a pas trouvée. Elle a changé de domicile sans laisser d'adresse, c'est comme cela, je n'y peux rien». Maître Ben Abdallah, du barreau d'Alger, proteste : «C'est intolérable. Ce procès a été tru-

qué tout au long de l'instruction. Maintenant il est faussé à l'audience puisque nous n'avons plus que des témoins policiers, donc sujets à caution.»

Puis le procureur de la République abat ses cartes : «L'agression de Diab était réelle et injuste. La riposte de Marquet était nécessaire et proportionnelle à l'attaque.» ! Le président à l'inculpé : «Mais enfin, pourquoi avez-vous tiré ?», Marquet «J'ai eu peur» !

Les avocats questionnent les «experts», démontent leur argumentation frauduleuse. Le président intervient auprès d'un «expert» : «Vous avez juré de dire la vérité, faites-le.» Il se tait.

Cette première audience puait la fraude, la falsification, le mensonge et la complicité raciste

entre l'assassin, les flics témoins, et la justice bourgeoise.

Le problème ce n'est pas les 0,80 g d'alcool que Marquet avait dans le sang au moment de l'assassinat. Ce n'est pas non plus que «le ministre de l'Intérieur distribue des armes à feu à des êtres à la fois aussi veules, aussi craintifs, et en même temps aussi violents par bouffées» que Marquet, comme voudraient le faire croire certains (L'Humanité du 19 septembre).

Le problème c'est le pouvoir d'État bourgeois qui incite à commettre et commet lui-même d'innombrables crimes racistes, pouvoir bourgeois qu'il appartient au prolétariat révolutionnaire de renverser pour que soient vengées toutes les victimes du racisme !

LES HYPOCRITES

Alors que demain, 8 militants du FRAP ainsi que Garmendia et Otaegui peuvent être assassinés, le Comité central du P«C»F, espérant ne pas se discréditer complètement aux yeux des antifascistes et de ses propres militants, verse des larmes d'hypocrite et laisse entendre qu'il va organiser une manifestation. Demain, peut-être, quand il sera trop tard, pour dire ensuite : «Vous voyez, on a fait ce qu'on a pu».

Pourquoi disons-nous qu'ils sont des hypocrites ?

1) A la veille de l'ouverture du procès des militants du FRAP, «L'Humanité» publiait une interview de Carillo dans laquelle celui-ci déclarait à propos de la lutte armée menée par le FRAP contre le fascisme : «Il faut commencer à se demander sérieusement qui manipule et qui se trouve réellement derrière ces attentats qui servent politiquement le régime». Au moment même où les militants du FRAP sont condamnés à mort par Franco, Carillo accuse le FRAP d'être manipulé par Franco. L'infamie le dispute à la bêtise.

2) Le jour même de l'ouverture du procès, «L'Humanité» reléguait la nouvelle en bas de page trois, pour qu'elle passe inaperçue.

3) Aujourd'hui-même, alors que huit militants du FRAP sont condamnés à mort, «L'Humanité» écrit : «Des actes de terrorisme individuel ont — il est vrai — fourni un prétexte à la terreur». Ainsi, ce serait les combattants antifascistes qui affrontent par la violence la violence fasciste qui seraient responsables des crimes de Franco.

4) Après que le mouvement de protestation se soit développé dans l'Europe entière, les dirigeants révisionnistes ont bien été

obligés de faire état des condamnations à mort. Mais pas une seule fois ils n'ont mentionné le fait que ces combattants appartenaient au FRAP. Alors même que les condamnés à mort ont, face aux tribunaux fascistes, revendiqué avec force leur appartenance au FRAP.

5) Tout ce que ces individus ont trouvé à faire, c'est d'envoyer un télégramme à Franco-le-sanglant pour l'implorer de ne pas assassiner les condamnés à mort. Pauvres sires qui voudraient faire croire que le nazi Franco peut reculer devant des télégrammes.

Il est clair que ces gens ont tout fait pour s'opposer à la lutte pour empêcher les crimes vultus par Franco contre les mili-

tants du FRAP. En voici la raison. Le FRAP dénonce et combat la politique du parti révisionniste espagnol, politique d'alliance avec de larges secteurs du capitalisme espagnol, prêchant la «voie pacifique». Le FRAP, lui, a engagé la lutte armée, seule voie pour vaincre le fascisme. Le FRAP combat les deux superpuissances, l'impérialisme US et le social-impérialisme russe dont la politique est défendue par Carillo. Le FRAP veut l'indépendance de l'Espagne.

Voici pourquoi les dirigeants du P«C»F agissent ainsi. Ennemis de la lutte révolutionnaire du peuple de France, ils sont aussi des ennemis du peuple d'Espagne.

A LA FÊTE DE L'HUMA, PAS DE LIBERTÉ POUR LES TRAVAILLEURS EN LUTTE

Depuis que, le 5 juin dernier, les travailleurs de l'imprimerie Caron-Ozanne à Caen sont entrés en lutte contre leur licenciement, les éléments révisionnistes infiltrés à la direction et aux postes de responsabilité du syndicat du Livre CGT ont multiplié manœuvres et pressions pour prendre le contrôle de la grève et pour finalement la saborder (voir H.R. N° 316 du 2 septembre 75).

Les travailleurs ne se contentent pas d'occuper leur usine. Ils travaillent. Ils impriment des tracts et le journal «Ouest-licenciements» pour populariser non seulement leur propre lutte mais aussi celles de tous les travailleurs de la région, y compris les paysans.

C'est dans le même but de popularisation très large des luttes ouvrières et populaires et de renforcement de la solidarité entre les différentes couches du peuple que, bien avant la fête de l'Huma-

nité, les travailleurs de Caron-Ozanne avaient demandé à la fédération du Calvados du P«C»F de pouvoir y tenir un stand. Refus. Nouvelle demande, nouvelle réponse du P«C»F expliquant que «la fête de l'Humanité est une fête populaire, mais aussi une fête politique organisée par le parti communiste français. Dans ces conditions, nous ne pouvons pas permettre que tous les courants de pensée s'y expriment...»

Une délégation s'est tout de même rendue à la Courmeuve. 12 000 tracts ont été distribués, mais les faux communistes du P«C»F ont empêché les grévistes de Caron de prendre la parole et de diffuser leur journal... Deux «courants de pensée» antagonistes ne peuvent pas s'exprimer en même temps, effectivement ! La ligne bourgeoise, contre-révolutionnaire des dirigeants révisionnistes du P«C»F ne peut cohabiter avec celle de lutte classe contre

(SUITE DE LA PAGE 1)

Les partis révisionnistes espagnol et italien, ont clairement condamné la tactique de Cunhal. N'est-il pas normal qu'au sein de la direction révisionniste du P«C»F également on balance entre la tactique préconisée par Moscou et celle des révisionnistes italiens ? N'est-ce pas d'ailleurs le sens de la polémique entamée par la direction du P«C»F avec l'idéologue soviétique Zorodov que Brejnev a tenu à recevoir récemment ? N'est-ce pas également le sens de la remise à l'ordre du jour du mot d'ordre d'union du peuple de France et de l'appel aux gaullistes ?

Il est fort probable qu'il en soit ainsi. Cependant deux choses sont certaines :

— Quelle que soit la ligne qu'il adopte, le P«C»F creuse sa tombe parce qu'il n'est plus un parti ni marxiste-léniniste ni révolutionnaire, mais un parti bourgeois de plus en plus rejeté par les masses qui ont compris que ses dirigeants ambitionnent de se couler dans les fauteuils de la grande bourgeoisie.

— Quelles que soient les contradictions tactiques qui l'opposent aux révisionnistes sociaux-impérialistes soviétiques, la ligne et l'idéologie des dirigeants du P«C»F en font la principale force pro-soviétique en France aujourd'hui dans la dispute acharnée que se livrent les deux superpuissances pour le contrôle de l'Europe.

Seuls les communistes marxistes-léninistes de France, dont le parti poursuit son activité avec persévérance, représentent les intérêts historiques de la révolution prolétarienne et de l'indépendance nationale. Voilà pourquoi le P«C»F court à la faillite totale tandis que les marxistes-léninistes conduiront le prolétariat et le peuple de France à la victoire.

classe mise en pratique par des ouvriers qui se battent contre tout licenciement. Entre ces deux lignes il n'y a pas de compromis possible, puisqu'elles manifestent la lutte à mort entre la bourgeoisie capitaliste et le prolétariat révolutionnaire.

Est-ce là un échec, une chose négative pour les travailleurs de Caron-Ozanne ? Non point. Au contraire c'est une chose extrêmement positive dans la mesure où elle contribue à arracher ces ouvriers à l'influence réactionnaire du révisionnisme.

Dans un communiqué, l'assemblée générale des travailleurs demande : «Le PCF a-t-il vraiment soutenu les travailleurs en lutte de Caron-Ozanne en les empêchant de diffuser Ouest-licenciements ?» N'est-ce pas là le meilleur moyen de répondre à la question et de condamner les dirigeants du P«C»F et de la CGT ?